

mie individuelle, principalement dans les villes, a tendance à disparaître au profit de la vie publique, où le réseau des institutions d'éducation sociale se développe rapidement et où chaque femme travaille autant que l'homme, gagne sa vie indépendamment, la question du mariage revêt un tout autre aspect. Les citoyens de la République ouvrière ne s'unissent ni par calcul économique, ni pour organiser un « petit ménage », mais seulement s'ils y sont poussés par un réciproque penchant. Nos deux conjoints n'ont aucune raison de passer un contrat puisque de toute façon aucun d'eux ne peut assurer à l'autre un avantage matériel, chacun d'eux recevant de la collectivité la portion, les vêtements, les chaussures et le logement auxquels il a droit selon les bons qu'il a obtenus par son travail.

Ainsi le mariage apparaît sous une lumière nouvelle. Nous assistons à un vaste bouleversement des rapports conjugaux. Et le plus curieux est que ce nouveau genre de vie pénètre même dans les anciennes familles bourgeoises. Depuis que les petites dames de la ci-devant bourgeoisie, ces récents parasites, ont envahi nos institutions soviétistes et ont commencé à gagner leur vie elles-mêmes, elles ont adopté d'emblée un ton d'indépendance auquel leur mari était loin d'être habitué.

Comme on le voit, dès que le mariage cesse d'assurer un avantage matériel quelconque, il perd toute solidité. Désormais, il est infiniment plus facile aux époux de se séparer. S'ils ne sont pas liés par un penchant naturel, ils ne cherchent aucunement à rester en famille. Ils ne sont plus attachés comme naguère par la communauté du ménage, par les obligations des parents envers les enfants. Et le mariage religieux n'est plus aujourd'hui inviolable. Certes, nous devons nous garder de généraliser ces nouvelles mœurs qui ne sont pas encore devenues une règle universelle, mais qui s'établissent et s'établiront de plus en plus au fur et à mesure que s'organisera la vie communiste.

Or, nous devons suivre avec une attention soutenue le développement des nouvelles formes de vie. Nous devons en établir l'évolution pour savoir si, dans la République ouvrière, elles auront pour effet d'affermir ou de faire disparaître la famille. Mais si l'on analyse le développement de notre système économique, on peut, d'ores et déjà, affirmer que la collectivité ouvrière doit fatalement absorber l'ancienne famille bourgeoise.

\*  
\*\*

Un autre phénomène caractéristique — dont l'apparition est due entièrement aux nouvelles conditions économiques et au fait que dans la République prolétarienne la femme constitue une unité ouvrière indépendante, est notre attitude envers la femme célibataire. Quel est l'homme aujourd'hui qui ne se marie pas sous prétexte que la femme qu'il aime en a connu un autre avant lui ? La « virginité » avait sa raison d'être sous le régime de la propriété. La « légitimité » de

l'enfant était nécessaire à la société bourgeoise : 1° pour établir qui doit nourrir l'enfant ; 2° pour transmettre l'héritage aux enfants légitimes.

La République ouvrière, qui a aboli l'héritage, ne saurait s'inquiéter de quel mariage est issu l'enfant ; l'essentiel pour elle est le sort de l'enfant dont elle fera un travailleur.

La République doit se soucier de l'élever — que cet enfant soit le fruit d'un mariage régulier ou d'une liaison faite en dérogation aux formalités convenues. Ainsi, du côté de la République prolétarienne, pas de distinction entre les mères.

Le résultat est qu'on ne voit plus aujourd'hui les filles-mères se suicider sous prétexte de cacher leur « déshonneur ». Au reste, qui aujourd'hui oserait parler du « déshonneur » des filles-mères ?

De plus en plus, le mariage devient une affaire privée, alors que la maternité devient un devoir social, d'une importance vitale. Et la société n'est en droit de s'opposer au mariage que s'il s'agit de personnes malades.

D'autre part, au fur et à mesure que se modifie notre conception des rapports conjugaux, nous envisageons la constitution sous un aspect qui diffère essentiellement de celui sous lequel il était convenu jusqu'ici de la considérer. La prostitution, tout au moins dans les formes qu'elle revêt dans les pays bourgeois, tend de plus en plus à disparaître de la République prolétarienne. La prostitution est le fruit de la complète dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et de l'absence totale de lois lui assurant un minimum d'avantages matériels. Or, la République prolétarienne, en décrétant le travail obligatoire pour tous, en obligeant chaque citoyen à avoir un emploi, condamne la prostitution à une mort naturelle. Et si la République ouvrière combat la prostitution, c'est parce qu'elle constitue une forme de désertion du travail.

\*  
\*\*

Désormais, on ne peut nier que le mariage est en voie d'évolution, que les cadres de la famille se relâchent et que la maternité est en train de devenir une fonction sociale.

Certes, cet article n'a pas la prétention d'épuiser un aussi vaste sujet que celui des bouleversements apportés par la Révolution russe dans les mœurs et dans les formes de vie. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir. Pour le moment, nous tenons à souligner que la Révolution d'Octobre et l'organisation des nouvelles formes économiques confirment ce que nous avons toujours dit : que la position de la femme dans la société et dans le mariage est déterminée uniquement par le rôle qu'elle joue dans la production et par l'importance du concours qu'elle apporte à l'économie nationale. Ainsi, du travail dépend la situation de la femme. Et tandis que les conditions économiques et conjugales de la société bourgeoise asservissaient la femme, les nouvelles formes de travail de la collectivité ouvrière lui apportent l'affranchissement.

Alexandra KOLLONTAY.